

REVUE AFRICAINE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES



Indexation



REVUE SEMESTRIELLE –N°008 / 01 Juillet – 31 Décembre 2025

ISSN : 1987-152X

E-mail : : revueafricaine@yahoo.com

Tel. (00223) 92088097

Site Web : www.centrecaris.online

Bamako - Mali



PRESENTATION DE LA COLLECTION

La Revue des Sciences Sociales et Politiques est une collection périodique spécialisée du Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS) et de ses partenaires dans le but de dynamiser et diffuser la recherche en sociologie du travail, sociologie des médias, histoire de la sociologie, sociologie de l'environnement, sociologie de la culture, sociologie de la connaissance, sociologie de l'économie, sociologie de la santé, sociologie de la religion, politique comparée, science administrative, administration publique, relations internationales, diplomatie, stratégies, management, philosophie politique, droit de la guerre, et en droit des territoires terrestres, maritimes et aériens.

Les objectifs généraux de la revue portent sur la valorisation et les échanges des données de la recherche en Afrique à travers le partage des résultats d'avancées et découvertes en sciences sociales et politiques, le croisement des informations, le compte rendu d'expériences et la synthèse des données d'observations.

Son objectif spécifique est d'impliquer la recherche sociologique dans la gestion politique de la société civile afin d'établir une synergie entre réalités sociales et institutions publiques.

EQUIPE EDITORIALE

Directeur de Publication

Dr MAÏGA Sigame Boubacar (Mali)

Directeur Adjoint

Dr TOUNKARA Mohamed (Mali)

• Comité scientifique

Pr Serge DERUETTE, Professeur des universités, Mons et à la Haute École Francisco Ferrer de Bruxelles (Belgique)

Pr Belco OUOLOGUEM, Professeur des universités, Bamako, Yambo OUOLOGUEM, (Mali)

Pr Mounkaïla Abdo Laouli SERKI, Professeur des universités, Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

Pr Jacques NANEMA (Philosophie, Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Dr Oumou KOUYATE, Maître de conférences, université, Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

Dr Baye DIAKITE (Maitre de conférences, Sociologie Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Joseph ZIDI (Maitre de conférences, Histoire, Université Marien Ngouabi, Congo)

Dr Tamba DOUMBIA (Maître de conférences, Sciences de l'éducation, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim CAMARA (Maître de conférences, Sciences de l'éducation, EN Sup, Mali)

Dr Nacouma Augustin BOMBA (Maître de conférences, philosophie politique, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Sekou Yalcouyé (Maître de conférences, philosophie politique, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Palaï-Baïpame Gertrude (Maître-assistante, Histoire, Université de Douala, Cameroun)

• Comité de lecture

Dr Mahmoud ABDOU (Maître-assistant, Philosophie politique et du droit, L'Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Ulrich Stévio BARAL-ANGUI (Maître-assistant Histoire, Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville)

Dr Siacka KONE (Maître-assistant, Éthique, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Djibrila MAIGA, Enseignant-Chercheur,Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques, université de Ségou (CARIS, Mali)

Dr Gaoussou Kagnassy, Chercheur, Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS, Mali)

- **Rédacteur en chef**

Dr Mahmoud ABDOU

- **Rédacteur en chef adjoint**

Dr Oumar MARIKO

- **Coordinatrice**

Dr Palaï-Baïpame Gertrude

POLITIQUE EDITORIALE

Présentation de la revue

La Revue des Sciences Sociales et Politiques paraît deux fois par an. Elle se consacre à la promotion des recherches en sciences sociales et politiques, en publiant des travaux qui contribuent à l'avancement des connaissances et des pratiques scientifiques innovantes, capables de répondre aux enjeux sociétaux, institutionnels et éducatifs du monde contemporain.

Cette revue accueille des articles originaux, de haute qualité scientifique, dotés d'une portée critique et d'une rigueur méthodologique. Pour qu'un texte soit reconnu comme publication scientifique, il doit présenter : une problématique clairement définie, une méthodologie explicite, une cohérence dans l'argumentation, ainsi que des références bibliographiques pertinentes et bien structurées.

Directives éditoriales

- La bibliographie doit être organisée par ordre alphabétique selon le nom des auteurs.
- Les ouvrages d'un même auteur sont classés par année de parution, et par ordre d'importance lorsqu'ils datent de la même année.
- Tout manuscrit soumis est évalué par au moins trois chercheurs ou experts du domaine des sciences sociales et politiques.
- Après acceptation, l'auteur(e) s'acquitte des frais d'instruction et de publication avant la poursuite de la procédure.
- Chaque auteur reçoit un tiré à part lors de la parution du numéro.
- Les droits de traduction, de publication, de diffusion et de reproduction des textes publiés sont réservés exclusivement à La Revue des Sciences Sociales et Politiques.
- L'éditeur académique peut, après acceptation d'un article, demander une nouvelle évaluation afin de renforcer sa qualité scientifique.

SOMMAIRE

Jupson DJEZE ZONGA

Problématique des droits de l'homme et de la justice sociale en république démocratique du Congo : Quelle alternative pour une société plus juste ?1

Dr Mahmoud ABDOU

Le statut de la guerre dans la pensée marxiste.....10

DJEZE ZONGA Jupson

Du vide juridique à la criminalisation ou à la dépénalisation de l'homosexualité en république démocratique du Congo :

Quelle approche éthique pour la protection de la dignité humaine ?.....27

Dr MAIGA Sigame Boubacar, Dr Mahmoud ABDOU

Crise démocratique et montée des régimes militarises en Afrique : quelle alternative pour le renforcement des principes démocratiques ?37

LE STATUT DE LA GUERRE DANS LA PENSÉE MARXISTE

Docteur Mahmoud ABDOU,

Maître-Assistant à l'E.N.SUP de Bamako-Mali,

Téléphone : 00223 75 35 97 82,

Email : mahmoudabdouattabo@gmail.com

Résumé :

La guerre est un fait social incontestable. La perception qu'on a d'elle dépend souvent de notre appartenance idéologique. Si la plupart des hommes la perçoivent comme un drame, comme un fléau à éviter, le Marxisme, en tant que pensée matérialiste ne porte pas des jugements moraux sur elle. Au contraire, la guerre (les conflits en général) est considérée comme l'un des principaux moteurs du progrès de la société. C'est par son biais qu'on est passé de la féodalité à la bourgeoisie, et de cette dernière devrait naître la société communiste. La lutte de classes, au sein de la société, et entre les États par la volonté des puissances impérialistes de s'accaparer des richesses mondiales, serait donc la principale cause de la guerre. Dans cet article, en interrogeant la théorie marxiste, nous allons nous intéresser en premier lieu aux causes de la guerre civile au sein de chaque État. En deuxième lieu, nous allons évoquer les causes de la guerre entre États. Et, enfin, en dernier lieu, nous nous intéressons à la perception que la société contemporaine a de la guerre et les mécanismes par lesquels elle tente d'y trouver des solutions.

Mots clés : Guerre, marxisme, lutte des classes, droit international, démocratie

Summary

War is an undeniable social fact. The way we perceive it often depends on our ideological affiliation. While most people see it as a tragedy, a scourge to be avoided, Marxism, as a materialist philosophy, does not pass moral judgments on it. On the contrary, war (conflicts in general) is considered one of the main drivers of societal progress. It is through this process that society transitioned from feudalism to the bourgeoisie, and from the latter, a communist society is expected to emerge. Class struggle, within society and between states due to the will of imperialist powers to seize global wealth, would therefore be the main cause of war. In this article, by examining Marxist theory, we will first focus on the causes of civil war within each state. Secondly, we will

discuss the causes of war between states. And finally, we will consider the perception that contemporary society has of war and the mechanisms through which it attempts to find solutions.

Keywords : War, Marxism, class struggle, international law, democracy

Introduction

La plupart des hommes et des sociétés humaines recherchent la paix ou font de cette dernière l'un des buts ultimes de leur vivre-ensemble. La paix est un bien à rechercher et à sauvegarder. Alors que la guerre est un mal à fuir et à éviter, ne serait-ce que pour aspirer à la prospérité à travers les échanges commerciaux entre les États (Kant, 2013, p. 81) et pour la préservation des intérêts vitaux des individus. C'est la raison pour laquelle la guerre est perçue comme un phénomène étranger, du moins étrange, qui viendrait perturber la quiétude sociale et la paix entre les hommes. Cependant, il serait absurde d'ignorer le caractère récurrent de la guerre dans la vie des hommes et des États. À tout moment, il est possible que la paix qui règne, dans une société, soit perturbée et que cette dernière plonge dans le chaos de la guerre. Peu se posent la question de savoir d'où la guerre naît et quelles en sont les causes véritables.

C'est dans le but d'en sonder les origines et les mobiles réels que nous pensons que l'exploration de la pensée marxiste se présente comme un passage nécessaire pour découvrir, non pas certes, toutes les causes mais des plus fondamentales qui poussent les hommes à s'entre-déchirer, à se donner la mort sur les champs de bataille. Les raisons de la guerre, entre individus comme entre États, existent déjà de manière virtuelle dans les rapports humains. Toutes les guerres, selon le Marxisme, trouvent leur origine, de manière fondamentale, dans la volonté de certains hommes et de certaines classes sociales de contrôler les moyens de production dans le but d'être les seuls bénéficiaires des richesses qui en proviennent.

Dans la pensée marxiste, la guerre est perçue comme un élément positif de la vie humaine, car elle constitue, comme tous les conflits, le moteur principal de l'évolution de la société. La logique dialectique veut que le conflit, notamment la guerre, soit un principe de progrès. Ainsi, la bourgeoisie naît de la confrontation avec le monde féodal. Le communisme, lui, naîtra de sa confrontation avec la bourgeoisie et aura pour conséquence la fin de la société de classes et de l'exploitation humaine. La paix ne serait donc envisageable que par la victoire du prolétariat. À l'opposé de cette conception sociale conflictuelle du Marxisme, dans la société démocratique contemporaine, qui se veut égalitaire et promotrice des libertés individuelles et collectives, on tente de gérer les conflits par les lois et les règles de la vie en société, et la guerre n'est plus envisagée comme une option parmi d'autres, mais bien comme un mal qu'il faut affronter quand la situation l'exige. On peut alors se demander d'où naissent la guerre civile et les guerres entre États ? Dans

cet article, nous analyserons cette perception marxiste de la guerre en trois phases. Dans un premier temps, nous allons nous intéresser aux mobiles de la guerre civile dans la société. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons aux causes de la guerre entre États. Et, enfin, dans un troisième et dernier moment, nous démontrerons que cette conception marxiste de la guerre n'est plus d'actualité dans la société contemporaine.

1. La guerre civile dans la théorie marxiste

Qu'est-ce qui engendre la guerre civile au sein d'un État ? Le Marxisme est porteur d'une conception philosophique, le Matérialisme historique, qui conçoit l'évolution historique comme le résultat de la lutte dialectique que se mènent les classes sociales opposées. D'après cette conception de l'évolution des sociétés humaines, la guerre et les conflits sont les principaux moteurs de l'histoire et des changements majeurs qui se produisent dans la société. L'une des idées centrales du Marxisme est que la guerre est un moyen légitime, à travers la révolution insurrectionnelle, de lutter pour mettre fin à l'injustice dont on est victime. La guerre serait un mode d'expression politique comme tout autre. Lénine, reprenant Clausewitz qui disait que « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » (Lénine, 1978, p. 18), justifiait les guerres révolutionnaires contre les puissances impérialistes capitalistes qui envahissaient les pays les plus faibles. La cause principale de la guerre civile viendrait donc des antagonismes de classes à l'intérieur de chaque société. (Marx et Engels, 1966, p. 28) ne disait-il pas que

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

1.1. La bourgeoisie et la lutte contre la féodalité

Pour l'avènement de la société bourgeoise, il a fallu que les bourgeois détruisent le monde féodal et tout ce qui fonde son existence ; des infrastructures, au système de production jusqu'aux idées dominantes de la féodalité : « Le développement de la classe moyenne, de la bourgeoisie, devenait incompatible avec le maintien du système féodal : le système féodal devait donc être détruit. » (Marx et Engels, 1961, p. 123) La bourgeoisie ragaillardie par les progrès scientifiques et techniques a décidé de renverser tout l'ordre féodal. Trois phases décisives sont à souligner dans la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité. La première se passe sur le plan religieux avec

notamment les révoltes de Luther en Allemagne. Deux groupes importants se joignirent à cette révolte : « l'insurrection de la petite noblesse dirigée par Franz de Sickingen (1523) et la grande guerre des Paysans (1525) » (Marx et Engels, p. 124). Cette insurrection fut vaincue. La deuxième phase de l'insurrection bourgeoise est la lutte menée par Calvin. Cette dernière connut plus de succès et eût l'adhésion massive des classes bourgeois à cause de la concordance de ses idées avec les aspirations de la bourgeoisie montante. Dans ce contexte, Marx et Engels (1961, p.125) écrivent :

la constitution de l'Église de Calvin était absolument démocratique et républicaine, et là où le royaume de Dieu était républicanisé, les royaumes de ce monde ne pouvaient rester sous la domination de monarques, d'évêques et de seigneurs féodaux. [...] le calvinisme fonda une République en Hollande et d'actifs partis républicains en Angleterre et surtout en Écosse.

La troisième phase de l'insurrection bourgeoise est celle de la grande Révolution française. La Révolution française, contrairement à celles de l'Allemagne et de l'Angleterre, est la seule à s'être débarrassée de l'habillage religieux et la seule à aller jusqu'au triomphe de la bourgeoisie contre la féodalité, contre toutes les anciennes classes et les réalités (lois, cultures, économies) qu'elles portaient en elles : « La Révolution française fut une rupture complète avec les traditions du passé, elle balaya les derniers vestiges du féodalisme et créa, avec le *code civil*, une magistrale adaptation de l'ancien droit romain aux conditions du capitalisme moderne » (Marx et Engels, 1961, p. 129). Mais, la victoire de la bourgeoisie sur la féodalité, et sur toutes les autres classes sociales, ne signifie pas non plus la fin de la guerre de classes. « Un règne durable de la bourgeoisie n'a été possible que dans des pays comme l'Amérique, où il n'y avait pas de féodalité et où, d'emblée, la société se constitua sur la base de la bourgeoisie. Cependant, en Amérique, comme en France, les successeurs de la bourgeoisie, les ouvriers, frappent déjà à la porte. » (Marx et Engels, 1961, p.132)

1.2. La lutte de classes entre les Prolétaires et les Bourgeois

Ici, dans l'entendement marxiste, la victime de l'injustice est le prolétariat, victime d'une exploitation économique de la part de la bourgeoisie qui utilise l'appareil d'État pour le réprimer. Alors, pour mettre fin à l'exploitation économique, il faut mettre fin à l'existence de l'État bourgeois. Comme aux époques précédant la victoire de la bourgeoisie sur la féodalité, la guerre couvait et était aussi d'actualité, avec la naissance de la société bourgeoise, même si cette fois, elle se résume désormais à l'antagonisme entre deux classes, à savoir la bourgeoisie et le prolétariat : « deux vastes camps ennemis [...] deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie

et le prolétariat. » (Marx et Engels, 1966, p. 29). Les deux groupes sociaux se présentent alors comme deux camps ennemis dont la confrontation armée était inévitable. Les raisons de la guerre civile, de la guerre entre membres d'une même communauté, sont donc à rechercher dans les antagonismes de classes, entre les possédants et les dépossédés, entre les exploiteurs et les exploités, entre les dominants et les dominés.

La société est par nature un espace des conflits et de guerre entre ses différentes couches, et même dans la production industrielle : « l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. » (Marx et Engels, 1966, p. 39). Dès la naissance du prolétariat, sa mission fondamentale historique serait la destruction de la bourgeoisie : « la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les *prolétaires*. » (Marx et Engels, 1966, p.p. 40-41).

La lutte est d'abord individuelle et évolue progressivement en se transformant en une lutte commune de tous les ouvriers pour les salaires, pour la réduction du temps de travail et puis se transforme, de lutte syndicale, en lutte politique. Surmontant ses propres contradictions, et profitant des conflits entre bourgeois, le prolétariat s'unit et se forge un projet politique. Son but politique ultime est la destruction du monde bourgeois et de tout ce qu'il représente : « Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois. » (Marx et Engels, 1966, p. 49). L'Etat bourgeois, lui-même, est considéré comme un instrument de domination du prolétariat par la bourgeoisie. Pour le Marxisme, les infrastructures et les superstructures bourgeois sont à détruire. La guerre civile chez Marx provient donc de ces antagonismes entre bourgeois et prolétaires qui finissent par se transformer en confrontation inévitable. « Nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie. » (Marx et Engels, 1966, p. 50)

La Commune de Paris, qui est la première tentative de l'instauration d'un pouvoir proléttaire, est un exemple type de guerre liée à l'antagonisme de luttes de classes sur le plan national. Tant que les Français étaient en lutte contre des pays étrangers, les antagonismes de classes n'étaient pas clairement visibles au sein de la société française, si ce n'est à travers les désarmements dont

ont été victimes les ouvriers à la fin des combats, dans la plupart des cas de manière violente : « [...] juin 1848. Le gouvernement avait pris soin de réunir des forces numériquement supérieures. Après une lutte héroïque de cinq jours, les ouvriers furent écrasés. On fit alors un massacre parmi les prisonniers sans défense ». (Marx et Engels, 1974, p.p. 190-191)

D'après le Marxisme, ce n'est qu'après la victoire militaire des ouvriers de Paris sur le gouvernement français de Versailles, qu'éclatèrent de manière flagrante les antagonismes de classes au sein de la société française. On peut en effet constater que des mesures progressistes, et en faveur des ouvriers et du monde du travail, ont été prises dès les premiers jours de l'instauration du gouvernement de Paris. Parmi ces mesures, on peut en citer quelques-unes, juste pour un souci d'illustration : la destruction de la guillotine (instrument d'exécution publique des condamnés à mort par le régime précédent) ; le décret de la séparation de l'Église et de l'État ; la réouverture des fabriques fermées et leur gestion par les ouvriers organisés en associations : « Ainsi à partir du 18 Mars, apparut, incisif et pur, le caractère de classe du mouvement parisien qu'avait jusqu'alors relégué à l'arrière-plan la lutte contre l'invasion étrangère. » (Marx et Engels, 1974, p. 194). Mais, le gouvernement français de Versailles revient à la charge, avec des troupes plus nombreuses, pour mater dans le sang l'insurrection ouvrière. Après des rudes combats, les armées de la Commune de Paris furent défaites, avec par la suite, des massacres et des arrestations non seulement des combattants mais aussi des populations civiles : « c'est alors que les massacres des hommes, des femmes et des enfants sans défense, qui avait fait rage toute la semaine et n'avait cessé de croître, atteignit son point culminant. » (Marx et Engels, 1974, p. 195).

Cet épisode de la Commune de Paris est la preuve, pour les Marxistes, du caractère conflictuel des rapports sociaux, la preuve irréfutable des antagonismes de classes entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière, entre les propriétaires privés et les ouvriers. On peut le constater par rapport aux mesures prises par le gouvernement de la Commune de Paris. Elles avaient toutes pour conséquences la fin de la domination bourgeoise et de l'exploitation des ouvriers. Voici donc clairement établies les causes de la guerre civile ; cette dernière naît des antagonismes de classes, irréconciliables aux yeux des Marxistes, entre la bourgeoisie et le prolétariat, et qui, par conséquent, ne pourront prendre fin que par la victoire du prolétariat ou la disparition de deux classes en conflit, en guerre permanente. Mais, même la disparition de deux classes en conflit ne signifierait pas la fin de la guerre au sein de la société. Car, de la ruine de la société précédente naîtront d'autres

classes sociales qui seront elles aussi en conflit. Jamais, le Marxisme ne perçoit la possibilité de la coexistence pacifique entre différentes classes sociales au sein de la société. Dans sa vision des choses, la paix ne sera possible que par la victoire du prolétariat sur les autres classes sociales, notamment sur la bourgeoisie.

Nous venons donc de voir les causes de la guerre civile, nous allons nous intéresser maintenant aux raisons de la guerre entre États.

2. La guerre entre les États dans la théorie marxiste

Qu'est-ce qui engendre la guerre entre États ? La cause de la guerre entre États devrait, elle aussi, être recherchée dans la volonté dominatrice de la bourgeoisie. En effet, la bourgeoisie ne s'arrête pas à l'exploitation des pays, à l'intérieur de chaque État, il lui faut s'accaparer des richesses de tous les pays. De nationale, la bourgeoisie devient internationale et impérialiste. Nous pouvons le comprendre en ces termes :

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. [...] la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de la Chine et constraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production. (Marx et Engels, 1966, p.p. 35-36) :

C'est donc la même bourgeoisie, avec sa volonté de domination, d'expansion impérialiste qui entraîne la guerre entre les États. Les deux formes de guerre, à savoir celle civile et celle entre États, ont pour fondement le contrôle des moyens de production et des richesses par la bourgeoisie tout en exploitant les prolétaires, aussi bien sur le plan national qu'international. Voici donc, la deuxième cause de la guerre, cette fois-ci, entre des États. La guerre apparaît, pour les États, comme un moyen de poursuivre la politique. Il existe des fois une relation directe entre la guerre et la poursuite des objectifs politiques dans les relations inter-étatiques. La bourgeoisie est donc obligée de faire la guerre aux pays faibles pour s'accaparer de leurs richesses. Dans la poursuite d'un tel objectif, elle se trouve dans l'obligation de constituer un front commun, un regroupement de toutes les bourgeoisies nationales, une sorte d'union de toutes les puissances impérialistes face au reste du monde.

2.1. L'alliance entre les bourgeois (capitalistes et industriels)

Pour atteindre leurs objectifs de contrôler les richesses du monde, d'exploiter les terres et les hommes, les bourgeois sont obligés de s'unir, ne serait-ce que de manière circonstancielle. Cette alliance, qui se traduit par la volonté de conquérir le monde et de contrôler ses richesses, est une nécessité pour la colonisation du reste du monde (Lénine, 1982, p. 139) :

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Ce qui est sûr, la volonté de s'accaparer de la richesse d'un individu ou d'un pays est souvent une raison plus que suffisante pour qu'une guerre éclate entre les deux parties. La partie agressée s'insurge contre la partie agressive, pour protéger non seulement ses biens, mais aussi sa liberté car on sait que l'assujettissement à l'autorité fondée sur la force aboutit toujours à la perte de celui qui s'y soumet. À côté de la domination politique, s'y ajoutent toujours une exploitation économique et financière. Les capitalistes industriels et financiers, recherchant des nouveaux débouchés, s'étaient donné pour objectifs la colonisation des autres pays du monde. Il a donc fallu qu'ils s'entendent sur le partage du monde, en tant que puissances, mais malgré cette entente nécessaire à leur projet commun, la concurrence entre eux ne disparaît pas totalement pour autant (Lénine, 1982, p.p. 142-143) :

L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer *non seulement* les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car premièrement, le partage du monde étant achevé, un *nouveau partage* oblige à tendre la main vers *n'importe* quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires – non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper *son* hégémonie...

L'impérialisme bourgeois est non seulement producteur de la guerre, entre lui et les États qu'il envahit, mais aussi entre les différentes puissances qui le composent puisque ces dernières sont en même temps en concurrence entre elles. La guerre demeure donc une réalité aussi dans les relations entre puissances impérialistes bourgeois.

2.2. La rivalité entre les bourgeoisies impérialistes dans l'expansionnisme capitaliste

Malgré donc une entente nécessaire, l'essence des rapports entre les puissances capitalistes, et entre elles et les autres parties du monde, demeure la guerre et les conflits. La concurrence entre les bourgeoisies nationales, et entre les différents pays, devient une réalité dès l'éclatement de la Révolution française. Ce fut le cas entre la bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie française. Même si les bourgeois anglais ont hérité des aspects juridiques français, notamment sur la question de la propriété, il n'en demeure pas qu'ils soient concurrents aux Français sur le plan international, dans le domaine du commerce maritime par exemple : « La Révolution française lui procura une splendide occasion de détruire avec le concours des monarchies continentales le commerce maritime français, d'annexer des colonies françaises et d'écraser les dernières prétentions de la France à la rivalité en mer. » (Marx et Engels, 1961, p. 129). On le voit bien que les bourgeois anglais et français, tout en étant des alliés dans leur lutte contre l'ancien monde, à l'intérieur de chacun des États respectifs, restent opposés dans leur volonté de dominer le marché international (Hobson et Lénine, 1982, p. 143) :

Le nouvel impérialisme se distingue de l'ancien, premièrement, en ce qui qu'il substitue aux tendances d'un seul Empire en expansion la théorie et la pratique d'Empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial ; deuxièmement, en ce qu'il marque la prépondérance sur les intérêts commerciaux des intérêts financiers ou relatifs aux investissements de capitaux.

Après la conception marxiste qui conçoit la guerre comme un mode naturel des rapports humains et sociaux et qui serait à la base de l'évolution de la société humaine, nous nous intéressons dans la dernière partie de notre analyse à la conception contemporaine de la guerre. Cette dernière est perçue aujourd'hui comme un mal, un fléau, qu'on doit dépasser pour permettre aux hommes de vivre en paix et de jouir de leur liberté et de leurs biens.

3. La conception contemporaine de la guerre : démocratie et gestion des conflits

La guerre apparaît là où la politique échoue, là où les moyens rationnels, politiques, diplomatiques, entre États, ou au sein d'un État, ont été inefficaces. La guerre naît d'un dysfonctionnement ; elle naît quand les institutions et les règles normatives n'arrivent plus à marcher normalement, à réguler les conflits par des moyens pacifiques (Arendt, 1972, p. 71) :

Ce que l'histoire peut nous apprendre [...] c'est que les révolutions sont précédées d'une désintégration des systèmes politiques, que l'érosion progressive de l'autorité gouvernementale constitue le symptôme le plus frappant de cette désintégration, et que la

cause de cette érosion est l'inaptitude des rouages gouvernementaux à s'acquitter de leur fonction, ce qui conduit les citoyens à douter de leur légitimité.

Donc, la guerre et les conflits sont le résultat de l'échec politique. Il s'agit de l'incapacité de l'élite gouvernementale à assurer pleinement ses fonctions.

3.1. La démocratie et la gestion des conflits au sein de chaque État

Comment se résolvent les conflits à l'intérieur de tout État démocratique ? En premier lieu, dans les États contemporains, régis par des principes démocratiques, il existe de nombreuses dispositions juridiques, politiques ou sociales pour tenter de faire face aux conflits qui peuvent apparaître dans la société, qu'ils soient idéologiques, économiques ou armés. Si nous considérons en premier lieu le conflit idéologique, reflet du conflit de classes, qui paraît insoluble, chez les Marxistes, si ce n'est par la victoire d'une classe sociale sur une autre, il se résout en démocratie contemporaine par le fait de l'acceptation de la diversité des pensées politiques et de la liberté d'opinion. Les divergences politiques, leurs manifestations diversifiées dans l'espace public et le droit à une opinion différente deviennent des droits fondamentaux et inaliénables pour tout citoyen.

Il n'existe plus d'idéologie prépondérante qui aurait le droit de s'imposer à la société au nom d'une quelconque puissance économique, d'un certain droit de naissance ou au nom d'une quelconque majorité numérique au sein de la société. Toutes les idéologies ont le droit d'exister et de s'exprimer à travers des partis politiques, pour mener campagne et conquérir le pouvoir politique de manière pacifique, pourvue qu'elles ne portent pas atteinte à la dignité et aux droits des citoyens. Cette tolérance idéologique, en démocratie, donne par exemple le droit à des partis communistes et socialistes de présenter des candidats aux élections : « Depuis 1880, des partis d'orientation marxiste ont présenté des candidats à toutes les élections » (Penniman, 1963, p. 110). Toute chose qui n'était même pas imaginable dans les pays dirigés par les communistes marxistes (Penniman, 1963, p.p. 101-102) :

Par contre, plusieurs partis peuvent coexister dans un pays, sans qu'il y ait entre eux la moindre compétition. La Chine communiste, ainsi que les pays satellites de la Russie, ont connu des époques où plusieurs partis étaient représentés au sein de l'Assemblée nationale. Cela n'avait, hélas, aucun sens d'un point de vue réellement démocratique, puisque, dans aucune circonscription, n'existant de compétition entre les candidats. Les dirigeants communistes soutenaient le candidat de tel parti dans une circonscription, et de tel autre parti dans une autre. En aucun cas, la direction communiste n'acceptait une véritable opposition entre partis, grâce à laquelle le peuple aurait pu choisir ses dirigeants.

Dans les régimes totalitaires, le peuple n'a droit de voter que lorsque les décisions sont prises.

Même pour la conquête du pouvoir politique, les règles sont donc définies de manière à assurer la participation de tous les citoyens de manière équitable et impartiale. Dans une démocratie, chaque citoyen est susceptible d'accéder aux plus hautes fonctions politiques, de manière pacifique, car cette possibilité lui est donnée par les lois à travers des élections (Penniman, 1963, p. 15) :

lorsqu'un garçon venait au monde quelque part entre New York et San-Francisco, les amis ne manquaient pas de dire aux parents que leur fils serait un jour Président des États-Unis. [...] De tels propos n'étaient qu'en partie une plaisanterie. Les parents et les amis savaient qu'il n'existe aucune barrière de caste, ou de classe sociale, susceptible d'empêcher le garçon d'accéder à la plus haute fonction de la nation.

Cette idée illustre parfaitement l'idée selon laquelle dans une démocratie, les principes d'égalité, de chance, de droit et de liberté sont valables pour tous les citoyens et que la conquête du pouvoir se fait, entre citoyens, avec les mêmes conditions pour tous d'y accéder. Il n'y a point besoin d'utiliser les armes ou de faire une révolution violente à partir du moment où ce sont des concitoyens qui choisissent, parmi eux, ceux qui doivent commander à leur destinée dans un temps bien déterminé.

Ensuite, nous nous penchons en deuxième lieu sur la question de la répartition des richesses, entre les citoyens, qui constitue un élément fondamental de la cause de la lutte des classes et le moteur de la conquête des pouvoirs par le prolétariat chez Marx. Cette question se résout aussi par des mécanismes pacifiques dans un État démocratique. Des syndicats ont été créées par les travailleurs pour réclamer des meilleures conditions de vie et de travail depuis le 19^{ème} Siècle. Des acquis comme l'amélioration des salaires, les allocations familiales et de retraite peuvent être évoquées comme exemples, sans compter les congés payés, les prises en charges médicales et les assurances de santé (Schnapper, 2002, p.p. 131-132) :

On a vu que le salaire est devenu bien autre chose que la simple rémunération du travail, qu'il donne naissance à une série d'obligations et de droits et fonde un véritable statut social. [...] On peut parler d'un « embourgeoisement » lié à la société salariale. Cet embourgeoisement [...] a intégré tous les salariés dans un système unique, comportant des droits sociaux égaux. Il leur a apporté ce qui fut longtemps le propre de la sécurité considérée comme bourgeoise : le droit à la retraite, aux loisirs, aux soins médicaux pour soi et pour sa famille, à des transferts financiers pour compenser les charges de famille ou l'absence de salaire liée à la maladie et au chômage.

Ce sont là des mesures qui ne concernent que le monde de travail, tout en reconnaissant que la lutte continue et les revendications d'ordre corporatiste sont toujours d'actualité. Mais, le plus important, dans notre réflexion, c'est de dire que le recours à la violence ou aux affrontements armés, pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs n'est plus d'actualité dans les États modernes. Les lois et les règles normatives de gouvernance, dans tout État, laissent libre cours à ces revendications et au droit à la grève.

En plus de cette répartition des richesses, notamment en faveur des employés après des profits faits par une entreprise privée par exemple, il existe des mécanismes plus globaux de distribution des richesses. Il s'agit notamment des domaines sociaux où les États modernes investissent pour soulager les populations les plus défavorisées.

Enfin, en troisième et dernier lieu, même la guerre qui paraît inévitable entre les différentes classes sociales, au sein de la pensée marxiste, n'est plus une fatalité. En effet, dans les États modernes, la guerre n'est plus une option dans les relations entre les citoyens, quelle que soit leur situation économique. Depuis Hobbes, on sait que le principal souci de l'État est d'assurer la paix entre les citoyens par un arbitrage impartial, entre eux, dans la résolution de leurs conflits. La nécessité de la création de la République s'explique en effet, chez Hobbes, par « le souci de pourvoir à leur propre préservation et de vivre plus heureusement par ce moyen : autrement dit, de s'arracher à ce misérable état de guerre » (Hobbes, 1999, p. 173). La guerre ne doit pas exister, entre des citoyens, dans un État (démocratique et républicain) qui assure l'égalité et la liberté entre des personnes vivant sous sa responsabilité. Ils ont accepté de se plier à la loi pour gérer leurs conflits. C'est dans ce cadre que la justice, pouvoir indépendant dans une république, a pour rôle fondamental de résoudre les différends qui peuvent exister entre des hommes vivant dans un même pays.

Mais, même au cas où une guerre éclate au sein d'un État, entre ses composantes sociales, pour quelque raison que ce soit, il doit disposer des moyens d'agir, conformément aux lois en vigueur, pour rétablir la paix. En plus des moyens de coercition, il existe des mécanismes de prévention ou de résolution des conflits pour maintenir la paix ou pour la rétablir entre les citoyens. Dans un État de droit, on reconnaît que l'existence des conflits est inhérente à la vie en société elle-même. Mais, contrairement à la pensée marxiste qui ne voit l'issue des conflits que par la victoire d'un camp par rapport à un autre, la société démocratique contemporaine a créé des mécanismes pour résoudre

les conflits sociaux de manière pacifique, à travers les lois et les dispositions institutionnelles. À cet effet « L'État, à travers l'institution judiciaire, se révèle garant de l'intérêt général de la collectivité politique en soumettant son action à des règles qui valent pour tous les citoyens sans distinction. » (Savadogo, 2013, p. 155). Ainsi, il est clair que les États modernes ne perçoivent les individus, qui les constituent, que comme des citoyens auxquels s'appliquent les mêmes règles, ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs.

3.2. La gestion de la guerre entre les États : de la coexistence pacifique à la réglementation des conflits par le droit international

Peut-on parler de revirement idéologique du Marxisme par rapport à la guerre dans le projet de coexistence pacifique de Lénine ? Il est pertinent de se poser cette question quand on sait que les communistes soviétiques ont utilisé la guerre pour chasser le pouvoir tsariste et imposer une dictature dite prolétarienne en Russie. Autant les Marxistes, et notamment Lénine, sont contre la guerre entre les pays, entre les nations, autant, ils prônent la lutte armée des classes laborieuses contre leurs gouvernements nationaux qualifiés de bourgeois. Ils ne condamnent donc pas la guerre, de manière générale, mais plutôt celle qui se passe entre les États, car dans leur entendement, cette forme de guerre constitue un obstacle sérieux à la lutte ouvrière, dans chaque pays, mais compromet aussi l'organisation des ouvriers sur le plan international en une force supranationale capable de s'opposer aux bourgeoisies sur le plan national et international. Il s'agit pour les ouvriers de ne pas tomber dans le piège du chauvinisme socialiste et de se concentrer sur la lutte qui les libérera. Selon Lénine (1978, p. 37). « Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie. » Alors que, d'un autre côté, le même Lénine prône la coexistence pacifique entre le nouvel État socialiste soviétique et les États dits impérialistes capitalistes (Lénine, 1978, p.p. 25-26) :

La paix juste ou démocratique, dont a soif l'écrasante majorité des classes ouvrières et laborieuses [...] le gouvernement estime qu'elle ne peut être qu'une paix immédiate, sans annexions [...] et sans contributions de guerre. Telle est la paix dont le gouvernement de la Russie propose la conclusion immédiate à tous les peuples belligérants...

Même si les guerres directes entre la Russie socialiste soviétique et les autres États vont s'estomper, on sait que, de manière indirecte, la guerre entre elle et les pays dits impérialistes capitalistes va continuer, à l'intérieur des États respectifs, à travers des groupes armés idéologiquement opposés. On peut se rappeler de la guerre civile en Corée, en Chine et dans bien

d'autres endroits du monde, et dont le résultat pour ces deux pays est leur partition en deux. C'est cette guerre, par groupes armés interposés, à l'intérieur des États, qu'on a qualifiée de guerre froide. On voit bien par cet exemple que la conception de la guerre, comme un moyen de lutte de libération des classes ouvrières, reste une idée approuvée par les Marxistes ; que la paix, sur le plan national, signifie à leurs yeux, la victoire du mouvement révolutionnaire prolétarien contre les autres classes sociales, mais que la paix véritable est plutôt prônée entre les nations. Dans cette phase de la réflexion, dans cet article, c'est cette ébauche d'une conception des relations internationales pacifiste qui nous intéresse.

Malgré cette théorie marxiste de la lutte de classes, le gouvernement socialiste soviétique envisage donc la possibilité de fonder les relations entre les États de manière pacifique. Il est possible de penser que c'est cette idée qui fut à l'origine de la création de la S.D.N (Société des Nations), à l'issue de la première guerre mondiale, qui n'a pas survécu aux crises entre les États. Mais, la volonté de pacifier les relations, entre les États du monde, donne naissance, par la suite, à l'O.N. U (Organisation des Nations Unies). L'O.N. U, créée, après la deuxième guerre mondiale, se donne pour mission principale de pacifier les rapports entre les États. À cet effet, des conventions internationales furent ratifiées qui engagent tous les pays signataires à agir dans le sens de la construction de la paix sur le plan international. Et depuis, il existe un corpus juridique, qu'on appelle Droit international, qui institue des normes dans les rapports entre les pays, notamment par leur acceptation de se soumettre à l'arbitrage des cours internationales pour la résolution de leurs différends, par la renonciation aux conflits armés. Dès le premier chapitre, en son premier article, de la *Charte des Nations Unies*, du 26 Juin 1945 à San Francisco, les États s'engagent à résoudre leurs différends de manière pacifique et par le fait de se soumettre au droit international. Il devient clair alors, pour les États et pour tous les humains, que la guerre est un mal à bannir.

Conclusion

À la fin de cette réflexion, il convient de retenir que le Marxisme ne condamne absolument pas la guerre. S'il prône, à travers la personne de Lénine, une sorte de paix internationale, à l'intérieur de chaque État, il conserve les vœux secrets de voir les classes ouvrières nationales mener une guerre civile pour renverser les gouvernements qui ne sont pas d'obéissance prolétarienne. Et si on se réfère à la formule célèbre de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Marx et Engels, 1966, p. 94), on voit bien que, par cet appel qui sonne comme un cri de guerre, le conflit se poursuivra d'une manière ou d'une autre dans la conception marxiste des rapports sociaux. Mais, avec l'évolution historique, qu'a subie le monde, le projet prolétarien, dans la plupart des pays, s'est transformé en revendications sociales et politiques, plus ou moins satisfaites, pour l'amélioration des conditions de vie des masses de travailleurs et des démunis sociaux.

Aujourd'hui, la conception dominante des relations humaines, bien qu'elles ne perdent pas leur caractère conflictuel, correspond à celle de la gestion des différends entre les hommes au sein d'un État de droit de manière pacifique, à l'intérieur de chaque État, à travers les lois et les normes auxquelles se soumettent tous les citoyens égaux en droits et en devoirs. En dehors des États, pris individuellement, sur le plan international, ces derniers ont créé un cadre juridique pour régler leurs différends de manière pacifique. La guerre n'est plus donc perçue comme un moyen normal de résoudre les crises nationales ou internationales. Elle est moralement et normativement condamnable aux yeux de la plupart des États et de la plupart des humains.

BIBLIOGRAPHIE

- Arendt, H. (1972), *Du mensonge à la violence : Essais de politique contemporaine*, Calmann-Lévy, Paris
- Penniman, H. R. (1963), *Les rouages de la politique : Une expérience américaine*, Nouveaux Horizons, Éditions France-Empire, Paris
- Hobbes, T. (1999), *Léviathan, Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, Introduction, traduction et notes de François TRICAUD, Dalloz, Paris
- Kant, E. (2013), *Projet de paix perpétuelle*, Édition bilingue, traduction de J. GIBELIN, Vrin, Paris
- Lénine, (1978), *Le socialisme et la guerre*, Éditions du progrès, Moscou
- Lénine, (1978), *La coexistence pacifique*, Éditions du progrès, Moscou
- Lénine, (1982). *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions du progrès, Moscou
- Marx, K. et Engels, F. (1961), *Études philosophiques*, nouvelle édition revue et complétée. Éditions sociales, Paris
- Marx, K. et Engels, F. (1966), *Manifeste du parti communiste*, éditions sociales et classiques du marxisme, Paris
- Marx, K. et Engels, F. (1974), *Oeuvres choisies, Trois volumes, Tome 2*, Éditions du progrès, Moscou
- Savadogo, M. (2013), *Philosophie de l'action collective*, L'Harmattan, Paris
- Schnapper, D. (2002), *La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine*, Gallimard, Paris